



Elizabeth Sawyer, Justine Ferland, Marc-André Renold

Juin 2018

Affaire Tablettes cunéiformes et sceaux antiques en argile – Etats-Unis c. Hobby Lobby

United States – Hobby Lobby – Steve Green – Antiquity/antiquités – Post 1970 restitution claims/demandes de restitution post 1970 – Settlement agreement/accord transactionnel – Illicit exportation/exportation illicite – Illicit importation/importation illicite – Unconditional restitution/restitution sans condition

Le président des magasins Hobby Lobby achète environ 4'000 objets antiques provenant d'Irak et les introduit clandestinement aux États-Unis, en violation du droit fédéral. Dans l'accord transactionnel, Hobby Lobby accepte de verser trois millions de dollars d'amende et de restituer les objets, qui sont retournés à l'Irak et seront très probablement exposés au Musée national irakien.

I. Historique de l'affaire; II. Processus de résolution ; III. Problèmes en droit ; IV. Résolution du litige ; V. Commentaire ; VI. Sources

CENTRE DU DROIT DE L'ART – UNIVERSITÉ DE GENÈVE

PLATEFORME ARTHEMIS

art-adr@unige.ch – <https://unige.ch/art-adr>

Ce matériel est protégé par le droit d'auteur.

I. Historique de l'affaire

Demande de restitution post 1970

- **Entre 2009 et 2010** : Lors d'une visite aux Émirats arabes unis (ci-après « EAU »), Steve Green, président des magasins *Hobby Lobby*, examine des objets anciens qu'il souhaite ajouter à sa collection. Ceux-ci sont exposés en vrac et de manière informelle, partiellement ou totalement dépourvus de matériel de protection. À la suite de son examen, plusieurs marchands d'art israéliens proposent de lui vendre un lot de 5'548 objets, dont des tablettes cunéiformes, des sceaux en argile et des sceaux-cylindres (ci-après « objets »).¹
- **23 novembre 2010** : Le premier colis contenant une partie des objets est envoyé à *Hobby Lobby*. L'étiquette apposée sur le paquet indique qu'il contient des « carreaux en céramique ». Bien que la valeur de son contenu dépasse \$2'000, le colis n'est pas déclaré.²
- **8 décembre 2010** : M. Green et l'un des marchands israéliens signent un contrat pour la vente des objets à *Hobby Lobby* au prix de 1,6 million de dollars. Bien que l'achat soit destiné à la collection personnelle de M. Green, c'est sa société qui est citée en tant qu'acheteur dans le contrat. De même, celui-ci indique faussement que les objets proviennent d'Israël. M. Green donne son accord pour que la somme de 1,6 million de dollars soit virée sur sept comptes bancaires personnels rattachés à cinq personnes différentes. Six colis faussement étiquetés « *Times* (spécimen) » lui sont envoyés via différentes adresses de magasins *Hobby Lobby*, selon une procédure approuvée par M. Green. Bien que leur contenu dépasse une valeur de \$2'000, les colis ne sont pas déclarés.³
- **Entre le 4 et le 19 janvier 2011** : Le service des douanes et de la protection des frontières (*Customs and Border Protection*, ci-après « CBP ») intercepte cinq colis adressés à *Hobby Lobby*.
- **17 mars 2011** : Le CBP informe Steve Green par courrier du fait que les colis ont été saisis. En réponse, sa société *Hobby Lobby* dépose une demande de retour des colis à laquelle M. Green joint deux déclarations attestant la provenance des objets, fournies respectivement par les marchands d'art israéliens et le marchand d'art des EAU, sans toutefois clarifier l'existence de deux déclarations différentes pour les mêmes objets.⁴
- **8 juillet 2015** : Le CBP envoie de nouveaux courriers modifiés à M. Green pour l'aviser de la saisie des colis, ce qui renforce la légitimité de celle-ci.
- **3 septembre 2015** : En réponse aux avis de saisie, *Hobby Lobby* réclame que l'affaire soit déférée aux services du procureur fédéral.⁵
- **5 juillet 2017** : L'État fédéral américain intente une action civile visant à déchoir *Hobby Lobby* de la propriété des objets importés. L'État dépose également une proposition d'accord (*stipulation of settlement*) dans laquelle *Hobby Lobby* accepte de renoncer à la

¹ Felch, Jason. "Hobby Lobby's Legal Expert Speaks: 'I Can't Rule Out...they Used My Advice to Evade the Law'". *Chasing Aphrodite*. 10 juillet 2017.

² *In rem* Complaint: Approximately Four Hundred and Fifty (450) Ancient Cuneiform Tablets; and Approximately Three Thousand (3,000) Ancient Clay Bullae (United States District Court, Eastern District of New York, 5 juillet 2017) p.11.

³ Ibid. p.12.

⁴ Ibid. p.15.

⁵ Ibid. p.19.

propriété des objets et d'acquitter la somme additionnelle de trois millions de dollars d'amende, ce qui permet de régler l'action au civil.⁶

- **23 juin 2018** : Les objets sont restitués au gouvernement irakien afin d'être exposés au Musée national du pays.⁷

II. Processus de résolution

Action en justice

- Le gouvernement américain intente une action civile contre la société *Hobby Lobby* pour la déchoir de la propriété des objets importés, faisant valoir que ceux-ci ont été importés illégalement et que les formulaires de déclaration contenaient de fausses informations.⁸
- Le même jour, la société *Hobby Lobby* publie une déclaration dans laquelle elle accepte de renoncer à la propriété des objets et de se conformer aux clauses de la proposition d'accord. Dans la déclaration, M. Green déclare qu'*Hobby Lobby* aurait dû être plus attentive et s'interroger soigneusement sur le déroulement des acquisitions.⁹

III. Problèmes en droit

Exportation illicite – Importation illicite

- En raison des éléments de preuve que constituaient les fausses factures, la société *Hobby Lobby* a été accusée d'avoir enfreint l'article 542, titre 18 du Code fédéral en faisant entrer des biens sur le territoire à l'aide de fausses déclarations.¹⁰ Bien qu'*Hobby Lobby* ait soutenu que l'erreur provenait des exportateurs, des preuves accablantes ont montré que la société avait conscience d'importer des objets de manière frauduleuse et avait sciemment fermé les yeux sur le caractère illégal de l'acte.¹¹ Le fait que les colis aient été expédiés à des adresses différentes tout en étant adressés au même destinataire, pratique courante d'importation illégale de biens culturels, comptait parmi les éléments de preuve.¹² Au regard du droit fédéral américain, le refus délibéré de s'informer des risques ne peut constituer une stratégie de défense.¹³
- Bien que le sujet n'ait pas été abordé lors de la saisie et de l'accord, le cas d'espèce soulève également des questions liées à l'exportation illicite, notamment la façon dont les marchands des EAU ont acquis les objets à l'origine et la manière dont ceux-ci étaient répertoriés. La multiplicité des marchands et des déclarations attestant de la provenance des objets a

⁶ Ibid. p.20.

⁷ Ingber, Sasha. "Hobby Lobby's Smuggled Artifacts Will Be Returned To Iraq". NPR. 1^{er} mai 2018.

⁸ Ibid.

⁹ Hobby Lobby Newsroom, "Artifact Import Settlement", communiqué de presse, 5 juillet 2017.

¹⁰ 18 U.S.C., § 27-542.

¹¹ *In rem* Complaint (cit. supra n. 2), p.2.

¹² Ibid. p.13.

¹³ Amineddoleh, Leila. "The Feds Were Smart Not to Throw the Book at Hobby Lobby for Buying Iraqi Loot." Artnet News. 12 juillet 2017.

contribué à prouver que l'exportation était illicite.¹⁴ Depuis 1990, les États-Unis appliquent une politique très stricte afin de lutter contre l'importation de biens culturels irakiens.¹⁵ De plus, à l'époque où le tribunal a rendu sa décision, de nombreux États veillaient également à la mise en œuvre des politiques de lutte contre l'importation illicite d'objets anciens en provenance d'Irak prévues par les résolutions 1483 et 2199 du Conseil de sécurité de l'ONU.¹⁶ Enfin, le droit fédéral américain interdit le commerce d'objets que l'on peut raisonnablement suspecter d'avoir été volés.¹⁷

IV. Résolution du litige

Accord transactionnel

- Le 5 juillet 2017, l'État fédéral américain a déposé une proposition d'accord dans laquelle *Hobby Lobby* acceptait de renoncer à la propriété des objets, d'acquitter la somme additionnelle de trois millions de dollars d'amende, de mettre en place des règles et des procédures internes régissant l'importation et l'achat de biens culturels, de mettre à jour la formation du personnel sur ces questions, d'engager un conseiller juridique spécialisé en questions douanières et des commissionnaires en douanes indépendants et qualifiés, et de présenter au gouvernement des rapports trimestriels rendant compte de toute acquisition de bien culturel réalisée au cours des dix-huit mois à venir.¹⁸
- Hobby Lobby a accepté la proposition d'accord avec effet immédiat.

V. Commentaire

- En dépit de l'existence de preuves solides attestant d'une activité illégale, le gouvernement américain a intenté une action au civil et non au pénal. Pour intenter une action pénale, le gouvernement aurait dû prouver qu'*Hobby Lobby* avait indubitablement eu connaissance du caractère illégal de l'activité, puis le juge du fond aurait dû déterminer si *Hobby Lobby* connaissait la loi et savait qu'elle était également responsable en vertu des articles 542 et 545, titre 16 du Code fédéral.¹⁹
- À long terme, la non-inculpation d'un importateur aussi connu que Steve Green est loin de soutenir l'objectif essentiel visant à faire baisser l'importation illégale de biens culturels. Cela se reflète autant dans l'accord lui-même que dans le communiqué de presse publié par *Hobby Lobby*. Bien que l'accord trouvé ait eu pour but de mettre en œuvre des politiques d'acquisition et des procédures mises en place par l'*Association of Art Museum Directors*,

¹⁴ *In rem* Complaint (cit. supra n. 2), p.13.

¹⁵ 18 U.S.C., § 27-542.

¹⁶ Gerstenblith, Patty. "Introductory Note to the United Nations Security Council Resolution 2347." *The American Society of International Law*, 57, 1, (mars 2017): 155-156.

¹⁷ 18 U.S.C., § 27-545.

¹⁸ Stipulation of Settlement: Approximately Four Hundred and Fifty (450) Ancient Cuneiform Tablets; and Approximately Three Thousand (3,000) Ancient Clay Bullae (United States District Court, Eastern District of New York, 5 juillet 2017).

¹⁹ Amineddoleh (cit. supra n. 13).

on peut se demander pourquoi ces stratégies n'ont pas été appliquées plus tôt par M. Green, qui aurait pu recourir aux services d'un expert en biens culturels afin de s'informer des risques potentiels liés à l'acquisition des objets.

- De même, les clauses de l'accord ne semblent pas suffisantes pour empêcher que la situation ne se répète. L'accord prévoit en effet qu'*Hobby Lobby* devra publier ses rapports trimestriels sur les biens culturels acquis pendant dix-huit mois seulement, à compter du 5 juillet 2017, date du dépôt de l'action.²⁰ Étant donné que M. Green planifiait l'acquisition d'objets depuis 2009, ces clauses semblent fournir à sa société un moyen très simple d'entreprendre d'éventuelles futures activités de contrebande, en reportant celles-ci au-delà de la date-limite.

VI. Sources

a. Doctrine

- Gerstenblith, Patty. "For Better and For Worse: Evolving United States Policy on Cultural Property Litigation and Restitution." *International Journal of Cultural Property*, 357–78, 22, no. 2-3 (août 2015). <https://doi.org/10.1017/S094073911500017X>
- Gerstenblith, Patty. "Introductory Note to the United Nations Security Council Resolution 2347." *The American Society of International Law*, 57, 1, (mars 2017): 155-156. <https://doi.org/10.1017/ilm.2018.1>
- Mackenzie, Simon R. M. *Going, Going, Gone: Regulating the Market in Illicit Antiquities*. Leicester: Institute of Art and Law, 2005.

b. Décisions judiciaires

- *In rem* complaint [action réelle]: Approximately Four Hundred and Fifty (450) Ancient Cuneiform Tablets; and Approximately Three Thousand (3,000) Ancient Clay Bullae (United States District Court, Eastern District of New York, 5 juillet 2017). <https://www.justice.gov/usao-edny/press-release/file/978096/download>

c. Législation

- 18 U.S.C., § 27-542: Entry of Goods by Means of False Statements
- 18 U.S.C., § 27-545: Smuggling Goods into the United States

d. Documents

- Department of Justice (2017). *United States Files Civil Action To Forfeit Thousands Of Ancient Iraqi Artifacts Imported By Hobby Lobby*. Disponible en ligne: <https://www.justice.gov/usao-edny/pr/united-states-files-civil-action-forfeit-thousands-ancient-iraqi-artifacts-imported>, consulté le 4 juin 2018.
- Stipulation of Settlement [proposition d'accord]: Approximately Four Hundred and Fifty (450) Ancient Cuneiform Tablets; and Approximately Three Thousand (3,000) Ancient Clay Bullae (United States District Court, Eastern District of New York, 5 juillet 2017). <https://assets.documentcloud.org/documents/4450635/Stipulation-of-Settlement.pdf>

²⁰ Stipulation of Settlement (cit. supra n. 18).

- *Importing into the United States: A Guide for Commercial Importers*. Washington, D.C.: U.S. Customs Service, 2006.
<https://www.cbp.gov/sites/default/files/documents/Importing%20into%20the%20U.S.pdf>
- e. Médias
- Felch, Jason. “Hobby Lobby’s Legal Expert Speaks: ‘I Can’t Rule Out...they Used My Advice to Evade the Law.’” *Chasing Aphrodite*. 10 juillet 2017. Consulté le 4 juin 2018.
<https://chasingaphrodite.com/2017/07/10/hobby-lobbys-legal-expert-speaks-i-cant-rule-out-they-used-my-advice-to-evade-the-law>.
- Hobby Lobby. Hobby Lobby Newsroom. “Artifact Import Settlement.” Communiqué de presse, 5 juillet 2017. Hobby Lobby Newsroom. Consulté le 29 mai 2018.
<https://newsroom.hobbylobby.com/articles/artifact-import-settlement/>.
- Amineeddoleh, Leila. “The Feds Were Smart Not to Throw the Book at Hobby Lobby for Buying Iraqi Loot.” *Artnet News*. 12 juillet 2017. Consulté le 4 juin 2018.
<https://news.artnet.com/art-world/why-hobby-lobby-verdict-1021247>.
- Ingber, Sasha. “Hobby Lobby’s Smuggled Artifacts Will Be Returned To Iraq.” *NPR*. 1^{er} mai 2018. Consulté le 4 juin 2018. <https://www.npr.org/sections/thetwo-way/2018/05/01/607582135/hobby-lobbys-smuggled-artifacts-will-be-returned-to-iraq>.
- Arraf, Jane. “Antiquities Return To Iraq.” *NPR*. 23 juin 2018. Consulté le 25 juin 2018.
<https://www.npr.org/2018/06/23/622795451/antiquities-return-to-iraq>.